



LÉGATION DE SUISSE
AU PÉROU

LIMA, le 23 juin 1952.

Case Postale 378

Référence: Notre No. Bol. B.12 - I/Fa.
Votre No.

M E M O R A N D U M

relatif à l'audience accordée par le Président
de la République bolivienne, M. Victor Paz Estensoro,
le 20 juin 1952.

Le Ministre bolivien des Affaires
Etrangères et du Culte, M. Walter Guevara, donnant
suite à ma demande, obtint pour moi du Président de
la République, M. Victor Paz Estensoro, une audience
qui eut lieu le vendredi 20 juin, à 5.30 h. p.m..

Je fus reçu à l'heure précise au
Palais gouvernemental par M. Victor Paz Estensoro
auquel j'avais déjà été présenté le matin du même jour,
lors d'une réception offerte aux chefs de mission accrédités
à La Paz et à leur personnel.

M. Paz Estensoro est un homme dans la
quarantaine, de stature moyenne, plutôt carré d'épaules,
qui porte des lunettes; au premier abord, il donne l'impression
d'être timide. Il était professeur d'économie
politique à l'Université de San Andrés de La Paz et,
comme tel, le Président Villaroel (1944 - 1946) lui
avait confié le portefeuille des finances qu'il géra avec
beaucoup de compétence. Preuve en est que pendant son
administration, il réussit à combattre efficacement l'inflation
et à rétablir l'équilibre dans les finances de
l'Etat. Après la révolution de juillet 1946 qui coûta la
vie au Président Villaroel, il devint le chef du parti
à tendances fascistes, le " Movimiento Nacional Revolucionario "
appelé tout simplement " Partido movimentista "
ou d'après les initiales " Partido M.N.R. ".

./.



Au début de la conversation, j'expliquai à M. Victor Paz Estensoro que je m'étais permis de solliciter une audience parce que j'avais fait un voyage de Lima à La Paz pour me renseigner directement et personnellement sur la nouvelle situation créée par l'avènement de son Gouvernement avant de me rendre en Suisse; que dans mon pays je serais certainement questionné par mon Gouvernement, de même que par les milieux financiers, industriels et commerçants sur les nouveaux principes devant guider la politique bolivienne, en particulier en ce qui concerne la nationalisation des mines et celle du capital étranger en Bolivie; que donc il était de grande valeur pour moi d'en entendre énoncées par lui-même les raisons pertinentes.

M. Paz Estensoro, s'exprimant en un langage clair, précis et énergique, me dit en substance ce qui suit :

1° - La nationalisation des mines appartenant aux groupes financiers Patiño, Hochschild et Aramayo est chose décidée, la Nation bolivienne ne pouvant plus tolérer l'existence d'un état dans l'Etat; la nationalisation devra s'effectuer contre une juste indemnité et les actionnaires suisses de la compagnie Aramayo n'auraient donc rien à craindre à cet égard.

2° - Son Gouvernement n'aurait pas l'intention, comme la rumeur en a couru, de procéder à d'autres nationalisations, celle des chemins-de-fer par exemple (il y a lieu de mentionner à ce sujet que des capitalistes suisses sont propriétaires d'actions et d'obligations de la Bolivian Railway Company).

3° - Le capital étranger investi en Bolivie jouira de toutes les garanties de l'Etat; une loi serait en préparation pour renforcer encore ces garanties, en autorisant par exemple le remboursement des capitaux étrangers placés dans le pays sur la base du cours primitif de conversion, c'est-à-dire du cours auquel les capitaux furent investis dans le pays.

- 3 -

4° - Il espère que la Suisse pourra collaborer, grâce à sa grande expérience dans ce domaine et en raison de la grande similitude de configuration terrestre des deux pays, à l'électrification de la Bolivie.

5° - Lui-même et ses amis du parti M.N.R., dont il est maintenant le chef, ont tiré un large enseignement des erreurs commises lorsqu'ils eurent une première fois le pouvoir (1944 - 1946); l'ostracisme de six ans a été pour eux une école très dure; ils n'auraient donc nullement l'intention d'exercer des vengeances politiques ou de se montrer extrémistes.

L'audience dura une demi-heure environ.

J.A. Berger, Charge d'Affaires.